insertion probation la cgt www.cgtspip.org

Tout peut changer mais pas sans nous !

Personnels des SPIP continuons de nous mobiliser !

Les manifestations des 29 septembre, 6-13-17-24 et 31 octobre, ont montré que la mobilisation enfle et se poursuit. L'ensemble de la société française est en train de le démontrer : elle reste un collectif politique. La convergence des luttes doit continuer ! Les revendications sont partout les mêmes : emplois, salaires, services publics, conditions d'études, respect du vivre ensemble, des valeurs démocratiques, humanistes et de l'État de droit.

A partir du 5 novembre, à l'appel de l'intersyndicale interprofessionnelle : personnels des SPIP, manifestons et rejoignons massivement les actions sur l'ensemble du territoire !

Nous avons toutes les raisons de continuer à se mobiliser !

Nos services craquent sous le poids de l'absence de moyens humains et matériels, d'une hausse généralisée du nombre de personnes prises en charge avec pour point d'orgue une surpopulation carcérale qui bat de tristes records. Notre administration reste sourde à nos réalités et continue de dérouler la politique Ministérielle destructrice de notre travail.

Nous, personnels des SPIP, devons faire toujours plus, avec des équipes mises sous tension et des moyens insuffisants. Cela ne peut plus durer. **Notre engagement et notre conscience professionnelle ne peuvent pas servir indéfiniment à compenser les postes manquants.** La solidarité existante entre les personnels des SPIP n'a plus à compenser la pénurie organisée par notre administration qui ne défend et ne protège plus ses propres agent.es.

La création de postes pour combler les 1200 emplois manquants en SPIP, tous corps confondus, doit devenir une priorité. Les budgets liés à la (ré) insertion des personnes que nous prenons en charge doivent cesser d'être amputés pour servir une politique pénitentiaire toujours plus sécuritaire et détournée des missions socio-éducatives et d'insertion des SPIP.

Le budget n'est pas une fatalité : nous pouvons gagner !

Respect des engagements liés à l'Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes, revalorisation des grilles indiciaires des personnels administratif.ive.s, à peine au-dessus du niveau du SMIC, revalorisation quadriennale des CPIP, améliorations de nos conditions de travail, revalorisation des DPIP, du bâtimentaire, respect des règles en matière de sécurité et santé au travail, toutes et tous allons chercher une application concrète et réelle de nos droits !

La colère est immense et la mobilisation n'a jamais été aussi forte. La convergence des luttes le prouve: oui il est possible d'imposer d'autres choix, y compris budgétaires, au gouvernement! Une société protectrice des acquis sociaux et de l'intérêt



collectif, protectrice des services publics et d'une justice humaniste et garante de l'Etat de droit n'est pas une chimère! La justice fiscale et la remise à plat des aides publiques aux entreprises doivent permettre de financer les besoins sociétaux et sociaux, plutôt que de demander toujours de nouveaux sacrifices aux mêmes…

La macronie ne pourra pas rester sourde et silencieuse face à la puissance de la mobilisation populaire. Elle a beau tenter de détourner le regard de l'opinion publique en agitant la peur, en interdisant les manifestations, en réprimant son peuple, rien n'y fera.

La Démocratie est attaquée : à nous de défendre l'Etat de Droit !

La CGT Insertion Probation, organisation largement majoritaire des personnels en SPIP, dénonce fermement la répression des mouvements sociaux en cours depuis la rentrée. Tous les signaux sont au rouge tant nous sommes confronté.es à des attaques massives de l'Etat de droit : remise en cause du droit de manifester, usage disproportionné de la force publique, violences et répressions policières, procédure pénale accélérée sans être individualisée, remise en cause de l'indépendance de la justice tant judiciaire qu'administrative, tentatives de discrédit des oppositions…

La banalisation de l'exception et la transformation du conflit social en problème de sécurité affaiblissent profondément les garanties démocratiques.

Les services de la justice ne sont ni des annexes des Préfectures ni des annexes de l'Intérieur. Exigeons la fin de l'extrême sécurisation de nos missions et rétablissons un réel lien de confiance avec les personnes prises en charge. Défendons nos libertés fondamentales, le respect des droits humains et le vivre ensemble !

Discutons avec nos collègues, réunissons-nous en assemblées générales. Organisons la grève pour les personnels en SPIP qui disposent de ce droit, rejoignons les actions massivement pour les personnels qui en sont privés mais manifestons toutes et tous !!!

Plus de 500 personnels des SPIP exprimaient déjà leur colère en octobre 2025 face à l'asphyxie budgétaire de nos services, à la destruction de nos missions, de nos statuts et des droits des usager.e.s par des politiques populistes et stigmatisantes.

Continuons à être uni.e.s , solidaires et combatif.ives car un autre modèle de justice et de services publics est possible !!!!

Mobilisations de rentrée: Lutter pour nos rémunérations, notre statut, nos conditions de travail, nos métiers! – CGT insertion probation
Déclaration liminaire de la Formation Spécialisée du CSA SPIP du 22 septembre 2026 – CGT insertion probation
Lycéens, fonctionnaires, travailleurs, face à l'ignorance et la répression: tous solidaires ! – CGT insertion probation
Déclaration liminaire de boycott du CSA SPIP du 13 octobre 2026 – CGT insertion probation
CGT État | Actualité de la CGT État

CGT État | Préavis de grève UFSE CGT du 1er novembre au 31 décembre 2026

Confédération Générale du Travail - CGT

Montreuil, le 4 novembre 2026

